Parti Socialiste
Congrès national extraordinaire de Bagnolet
sur les problèmes européens
15 et 16 décembre 1973

Sommaire

Le président (Gaston Defferre) 1
Henri Delisle 1
Perrier 2
Roger Fajardie 3
Jean-Pierre Chevènement 4
Pierre Mauroy 4

Séance du dimanche 16 décembre 1973 (après-midi)

La séance est ouverte sous la présidence de Gaston Defferre.

Le président (Gaston Defferre)

Mes chers camarades, la séance est reprise, la parole est à Delisle, pour rapporter 2 textes.

Henri Delisle

Mes chers camarades, le premier texte porte sur l'attitude qu'il convient d'adopter à propos des Conseils régionaux. Je vais vous lire le texte qui a été adopté tout à l'heure et qui vous est proposé.
« Le Parti Socialiste a proposé à tous les groupes politiques l'application de la représentation proportionnelle pour l'élection des bureaux des Assemblées régionales. Il prend acte du refus opposé par les Groupes de la majorité à cette proposition. Une concertation préalable devra être assurée entre les forces de gauche pour étudier, au niveau national et au niveau de chaque région, la désignation des Bureaux.
« Les accords de personnes en vue de la désignation des titulaires des différents postes au sein des Bureaux des Assemblées régionales devront se faire prioritairement dans le cadre de l'union de la Gauche.»

Le président - Ce texte a recueilli l'unanimité de la Commission des résolutions.
Que ceux qui sont d'accord le manifestent en levant la main ?
Epreuve contraire ?
Abstentions ?
Adopté à l'unanimité.
Tu as la parole pour le 2ème texte.

Collection Jean-Jaurès

Henri Delisle - Le 2ème texte concerne l'organisation du Congrès et la réponse à de très nombreuses questions qui ont été posées concernant le Poing et la Rose, c'est-à-dire la documentation de préparation du Congrès. Voici le texte :
« Depuis le Congrès d'Epinay, un important effort a été consenti pour que l'information atteigne mieux chaque section et chaque adhérent. Cette expérience du Poing et la Rose a été très heureusement ressentie par les militants. Cependant, des camarades se plaignent encore de ne pas recevoir le journal. Il faut répondre que la circulaire « Fichier n°215 » en date du 5 novembre, envoyée à toutes les fédérations, n'a reçu à ce jour que 26 réponses. Il est indispensable que tous les autres responsables fédéraux répondent très rapidement afin de régulariser le fichier.
« A l'occasion de la préparation de ce Congrès, diverses imperfections ont été constatées qui sont dues notamment aux facteurs suivants :
« 1) un retard de 48 heures, dû à la rédaction et à la fabrication du Poing et la Rose ;
« 2) un délai anormal d'acheminement.
« En effet, une durée de 3 à 10 jours était raisonnablement prévue pour que chacun reçoive le journal, c'est-à-dire au plus tard vers le 5 ou 6 décembre. En fait, à cause d'une surcharge des services des PTT, qui a décalé l'expédition, les premiers numéros sont bien arrivés le 28 novembre, mais les derniers ne sont parvenus que le 10 ou le 12 décembre, en comptant bien entendu l'arrêt de travail du 6 décembre.
« Pour l'avenir, le Comité directeur du 14 décembre a décidé que désormais aux envois individuels sera ajouté un envoi en nombre dans toutes les régions. Les dispositions précises qui entreront en vigueur pour le prochain Congrès vous seront communiquées dans un instant par notre camarade Roger Fajardie.»

Le président - La parole est à Perrier.

Perrier

Camarades, la Commission des résolutions vous propose un texte de soutien aux militants espagnols qui ont été condamnés par la justice franquiste hier :
« Le Parti Socialiste, réuni en Congrès le 16 décembre, à Bagnolet, exprime sa solidarité aux travailleurs espagnols des Commissions ouvrières et aux militants politiques que le Régime fasciste a jugés le 15 décembre.
« Il assure de son soutien les 10 camarades condamnés à 10 ans de prison chacun pour le simple fait d'avoir tenu une réunion.
« Il assure de son soutien Salvador …(?) étudiant, qui risque la peine de mort.
« Le Parti Socialiste dénonce une fois encore l'hypocrisie du régime franquiste qui, soutenu par le gouvernement français, cherche par tous les moyens à s'intégrer dans la Communauté européenne tout en accentuant la répression contre les travailleurs et leurs représentants.
« Seule la victoire des travailleurs espagnols assurera l'accession de l'Espagne à

Fondation Jean Jaurès

la démocratie. Leur combat est celui de tous les Socialistes. » (Applaudissements prolongés)

Le président - Vous êtes unanimes pour voter ce texte ? Je vous demande de lever la main ?
Epreuve contraire ?
Abstentions ?
Il n'y en a pas.
Fajardie a la parole.

Roger Fajardie

Camarades, la Commission des résolutions était saisie de plusieurs propositions venant, notamment, de l'Essonne, relatives aux procédures de modifications statutaires et à la date de la Session du Congrès qui doit être consacré à ces modifications. »
La Commission des résolutions s'est efforcée de serrer au maximum un calendrier qui puisse assurer, d'une part la Session du Congrès dans des délais raisonnables et, d'autre part, la possibilité, pour les fédérations et les sections de disposer du temps nécessaire pour faire connaître leurs propositions et, au Centre National, de faire en sorte qu'elles puissent être diffusées en temps utile.
Voici, dans cet esprit, camarades, ce que propose la Commission des résolutions :
« Le Congrès, approuve la proposition du Comité directeur de fixer aux 23 et 24 mars la Session du Congrès national consacré aux problèmes de structures.
« La procédure de modification des statuts est ouverte conformément aux dispositions statutaires actuelles et à la Circulaire adressée aux Secrétaires fédéraux par l'enregistrement des propositions remises au Secrétariat du Parti déposées sur le Bureau du Congrès.
« Le Congrès national, afin de permettre aux fédérations et aux sections d'élaborer et de faire connaître leurs propositions, décide, exceptionnellement, de prolonger le délai de remise des textes au Secrétariat national jusqu'au vendredi 11 janvier.
« L'ensemble des documents préparatoires à la Session du Congrès sur les structures, sera mis en place dans les fédérations pour le 31 janvier 1974 ».

Le président - Je demande aux camarades qui sont d'accord de le manifester en levant la main ?
Epreuve contraire ?
Abstentions ?
Adopté.
Je donne maintenant la parole à Jean-Pierre Chevènement, pour une très rapide communication.

Collection Jean Jaurès

Jean-Pierre Chevènement

Mes chers camarades, il y a trois semaines, s'est tenu à Caen le Congrès du Mouvement de la Jeunesse Socialiste qui a désigné, à l'unanimité, un Bureau national de 21 membres. Ce Bureau national, réuni aujourd'hui, a élu le Secrétariat national de 7 membres.
Il se compose ainsi :
Jean-Marie Pernot, Premier secrétaire. (Applaudissements) ;
Trésorier : Jean-Pierre Lavie (?),
- Secrétaire aux relations internationales : Pierre Darchicourt ;
- Secrétaire à la formation : Marc Roger ;
- Responsable de l'implantation lycéenne : Bernard Bouchard ;
- Responsable de l'implantation chez les jeunes travailleurs : Philippe Cordonnier ;
- Responsable des campagnes d'action t Patrice Pinel.

Le président - La parole est à Pierre Mauroy, Rapporteur général de la motion sur l'Europe.

Pierre Mauroy

Camarades, je rapporte au nom d'une Commission de résolutions unanime. (Applaudissements)
Nous sommes arrivés à faire un accord unanime sur la motion de cette Commission des résolutions.
Comment avons-nous travaillé ?
Nous avons pris la motion 1, qui reste l'architecture de la motion que nous vous proposons et, pour l'essentiel, c'est son texte, et même la totalité de son texte.
Naturellement, après avoir discuté avec ceux qui ont proposé une autre motion, la motion 2, et proposé des amendements, nous sommes arrivés à un accord, mais ce qui est introduit dans la motion 1 n'est pas nécessairement les amendements mais on y retrouve une partie de ce qu'il y avait dans la motion 2.
Si vous voulez, et sans commentaires, je passe tout de suite à l'exercice qui consiste à vous dire, ici ou là, ce qu'il faut ajouter ou retrancher. Comme c'est un exercice un peu difficile, je m'en excuse par avance, mais il est indispensable de le faire.
Il faut prendre le Poing et la Rose, édition rouge :
« Pour une Europe en marche vers le Socialisme ».
Je ne vais pas vous infliger la lecture de cette motion que vous connaissez bien, je vais simplement vous dire là où il y a des changements.
- Premier chapitre : « Pourquoi l'Europe ?
« A) Les 2 grands et les autres.
Alors, vous prenez la 3ème colonne, à la fin du 1er paragraphe. Vous ajoutez ceci :
« La réalité de l'impérialisme, c'est-à-dire de l'exploitation à l'échelle mondiale, tient à la nature profonde du capitalisme à son stade actuel de développement et,

Fondation Jean-Jaurès

notamment, à la nécessité où il est d'exporter massivement ses capitaux.
« L'hégémonie mondiale des Etats-Unis repose sur ces bases, même si elle revêt d'autres aspects ».
C'est le début du 1er amendement du CERES. On arrête là et on ajoute :
« Bien que de nature souvent différente, la capacité d'expansion de l'URSS, doit être considérée avec la plus grande attention par les pays de la Communauté Economique Européenne ».
Vous tournez la page et vous arrivez à la page 10.
Au chapitre 2 : « Réalité et contradictions du Marché Commun », 2ème colonne, en bas du 1er paragraphe. Je vous lis le début du deuxième paragraphe : « Parmi ces faits, retenons ceux ci : en quinze ans, les pays signataires du Traité de Rome ont réussi à constituer une zone de très forte croissance économique. Ils ont intensifié les échanges entre eux et occupent la première place dans le commerce mondial ».
J'ajoute :
« Cette croissance a été typiquement capitaliste - renforcement du pouvoir des monopoles et domination totale de la consommation par la production - dans les conditions d'existence, le niveau de vie dans les pays membres de la C.E.E. a crû à un taux des plus forts dans le monde, mais cette croissance n'a pas réduit les inégalités sociales, notamment celles du monde agricole. De même, une partie de cette croissance a été bâtie sur la surexploitation des travailleurs immigrés et le pillage du tiers monde ».
C'est une partie d'un texte de la fédération de Paris.
(Applaudissements)
Toujours à la page 10, à la 4ème colonne en haut, vous avez :
« La Chine Populaire nous prodigue des encouragements. Plusieurs pays de l'Est, le COMECOM lui-même, portent intérêt au Marché Commun. »
Voici ce que nous ajoutons, et ceci est en provenance de la Bataille Socialiste :
« Une réponse devrait être élaborée afin de donner suite à la proposition déjà faite par le COMECOM ainsi qu'à toute proposition bilatérale faite à l'Est de l'Europe. »
Ensuite, vous prenez le 3ème Chapitre, « Les Socialistes et l'Europe ». Toujours dans la dernière colonne, le 2ème paragraphe. Je vais le prendre avec vous :
« L'Europe nous est nécessaire autant pour échapper à la domination des grandes puissances que pour combattre l'impérialisme américain. Mais il serait illusoire de raisonner aujourd'hui comme si cette Europe existait. »
Alors on ajoute, proposition de la Bataille Socialiste :
« C'est pourquoi, tout en étant convaincu qu'une Europe démocratique ne peut être mise en place sans abandon de souveraineté, pour autant rien ne doit être négligé pour servir et garantir dans l'état présent des choses l'exercice de notre indépendance nationale, dans les domaines où des transferts de pouvoir et de compétence n'auront pas été librement décidés avec nos partenaires. »
Nous passons maintenant à la page 11, première colonne, à la fin du 2ème paragraphe. Nous vous proposons ceci, et c'est une contribution de Marc Wolf :
« La construction de l'Europe doit être poursuivie sans délai ni préalable. Les

Socialistes savent que l'Europe à construire ne peut être immédiatement une Europe Socialiste. Ils choisissent de participer à sa construction, mais en conservant au gouvernement comme dans l'opposition trois préoccupations fondamentales :
« 1° Faire en sorte que la construction de l'Europe et les politiques communes ne se traduisent pas par une dégradation des conditions de vie des travailleurs au profit du capital.
« 2° Faire en sorte que l'Europe à construire reste susceptible d'évoluer vers un modèle original de Socialisme, ce qui suppose sa réelle indépendance vis à vis des monopoles (?) et la démocratisation de ses institutions.
« 3° Faire en sorte que les délégations de compétence à consentir au profit des institutions européennes ne puissent limiter la liberté de l'action du futur gouvernement de la Gauche pour l'exécution de son programme ; du succès ou des échecs de la Gauche française peut dépendre en effet l'évolution future de l'Europe vers le Socialisme. »
Toujours page 11, première colonne, mais à la fin du 5ème paragraphe.
« De plus le traité prévoit deux clauses de sauvegarde permettant de se protéger contre des mouvements de marchandises ou de capitaux qui perturberaient notre économie dans sa phase de mutation. »
On ajoute ceci : « il reste cependant que les orientations du programme commun dépassent à terme la logique du Traité de Rome. »
Toujours page 11, cette fois à la dernière colonne, 5°, « Planification économique et contrôle ouvrier. » Nous reprenons une partie du 4ème amendement du CERES, mais il commence avec une autre rédaction qui est dite « rédaction Nicole Questiaux » sous amendement.
Vous prenez le 5°, « la planification économique et contrôle ouvrier ».
Premier paragraphe...
2ème : ".. lui donner les moyens de maîtriser le développement économique fondé sur l'égalité des chances, les contrôles ouvriers », et vous ajoutez :
« Les Socialistes ont pleine conscience des difficultés qu'implique la réalisation dans le contexte d'une Europe encore dominée par le capitalisme, des objectifs suivants : planification démocratique ; contrôle ouvrier préparant la co-gestion ; maîtrise du développement économique, création d'entreprises publiques qui ne soient pas au service du capital privé, adoption d'une véritable politique sociale, égalité des chances.
« Ils ne prétendent pas davantage limiter leur ambition à une vague Europe sociale, acceptable et récupérable par le grand capital. »
Vous passez le paragraphe de l'amendement qui suit, et vous ajoutez :
« Le Parti Socialiste proposera aux autres forces de la Gauche européenne d'établir un programme commun de lutte en faveur de ces objectifs. »
Nous en avons terminé avec la page 11.
Nous prenons maintenant la page 12, première colonne, tout en haut de la page.
Je lis le paragraphe, qui commence d'ailleurs à la fin de la page 11 :
« La réforme du FEOGA de manière que dans son comité de gestion les représentants des agriculteurs soient en nombre égal aux représentants des

Fondation Jean-Jaurès

administrations. »
Et on ajoute, venant de la Bataille Socialiste :
«... et des représentants des consommateurs, mandatés notamment par les confédérations syndicales. »
Paragraphe suivant - je lis la motion n°1 - : « enfin ils demanderont que le Parlement européen soit élu au suffrage universel... » on ajoute : « direct »... avec représentation proportionnelle. »
Nous prenons maintenant le chapitre B, et nous passons de la première à la deuxième colonne, à la fin du 2ème paragraphe qui se termine ainsi : « soit par des traités particuliers auxquels souscriront les pays désireux d'obtenir des préférences », et venant de la bataille Socialiste, vous ajoutez :
« A cette fin, dès que l'Europe sera dotée d'instances démocratiques, le Parti Socialiste s'efforcera de faire créer un budget d'aide au Tiers Monde, alimenté par un impôt direct progressif européen sur le revenu des individus et des entreprises, s'ajoutant à toutes les aides publiques bilatérales actuellement existantes, et atteignant un montant égal à 1% du revenu européen. »
Quand vous avez ajouté cette phrase de la Bataille Socialiste, nous prenons une partie d'un amendement de Jean Rousse ; vous l'ajoutez, et vous enchaînez :
« En vue de l'élaboration d'une politique européenne de l'énergie, le Parti Socialiste se prononce en faveur d'une coopération entre états producteurs et états consommateurs, tendant à des accords de complémentarité et de développement de longue durée résultant d'un dialogue entre représentants des gouvernements des pays intéressés, éventuellement de la Communauté Economique Européenne. »
Ensuite vous avez un autre paragraphe, « indépendance de la Communauté Européenne », dans la motion n°2, et vous avez le dernier paragraphe de ce chapitre qui commence par « la Communauté Européenne », et se termine par « échanges qui ne cessent de jouer au détriment des plus pauvres ». Là on ajoute la deuxième partie de l'amendement Jean Rousse :
« En ce qui concerne le renouvellement de la Convention de Yaoundé entre l'Europe et l'Afrique, le Parti Socialiste prendra en considération la reconduction... demande la prise en considération de la revendication des états africains concernant l'amélioration de cette Convention, la coopération régionale se substituant progressivement à la coopération bilatérale... l'aide bilatérale. »
C'est terminé pour ce chapitre, nous arrivons maintenant au chapitre 4 : « Pour une action commune de la Gauche en Europe ».
Là, vous prenez la 2ème colonne, le 2ème §, je le lis :
« D'autre part, il invitera toutes les organisations syndicales ouvrières et l'ensemble des forces de gauche à des discussions sur ces problèmes ».
On ajoute ceci, proposition de la fédération de Paris :
« L'idée d'un programme commun de la Gauche européenne doit faire son chemin ; ce n'est qu'en définissant clairement leurs objectifs communs que les travailleurs auront des chances de peser sur les institutions européennes du poids qui doit être le leur ; si cette condition n'est pas réalisée aucune réforme décidée du sommet ne pourra réellement démocratiser les communautés.

Fondation Jean Jaurès

« Le Parti Socialiste propose dès à présent aux autres Partis Socialistes de l'Europe des Neuf d'aborder la discussion d'objectifs communs et l'adoption d'une ligne anticapitaliste pour lesquels la lutte devrait être entreprise sans délai, car à l'internationalisation de la production doit correspondre l'internationalisation des luttes. Il ne s'agit pas seulement de recenser les convergences qui existent d'ores et déjà dans les programmes de ces diverses organisations », - mettons de ces divers Partis, puisqu'il y a eu un amendement – « mais de rechercher ensemble à définir un programme complet et cohérent.
« C'est dans cet esprit que le Parti Socialiste présentera ses propres propositions comme une contribution à la discussion sans prétendre que l'intégralité en soit retenue.
« Les objectifs que nous pourrions proposer à la discussion de la Gauche sont les suivants et ils s'inscrivent dans les perspectives déjà tracées d'une Europe indépendante, et je vous lis ces objectifs :
« Reconnaissance et expansion des droits syndicaux et politiques des travailleurs, y compris des immigrés même non originaires de la communauté,
« Contrôle des travailleurs sur leurs conditions de travail,
« Réduction concertée de la durée de travail,
« Egalisation effective des salaires masculins et féminins,
« Création avec les autres partis Socialistes de groupes Socialistes d'entreprises au niveau européen,
« Politique communautaire de l'immigration sous tous ses aspects : emploi, accueil, logement, protection sanitaire et sociale,
« Harmonisation des législations sociales dans le sens de l'habitat (?) sur la législation nationale la plus favorisée,
« Réforme du fonds social européen dans le sens d'un souci de promotion des travailleurs et non d'une contribution à la mobilité de la main d'œuvre au profit du capital,
« Information mutuelle entre les organisations Socialistes européennes, sur la politique des monopoles nationaux et internationaux,
« Contrôle des firmes multinationales et des investissements étrangers, notamment par le contrôle du crédit, des investissements, de la production et des prix.
Ce contrôle doit s'étendre aussi sur les objectifs de la recherche scientifique et en matière d'innovations technologiques.
En ces domaines aussi une action Socialiste européenne passe par le contrôle des travailleurs.
Constitution d'un secteur public européen contrôlé par les travailleurs, de manière à ne pouvoir devenir ce que sont actuellement les entreprises publiques des pays membres.
Planification européenne démocratique axée sur le développement des équipements collectifs et la satisfaction des besoins.
Réduction des inégalités de revenus, développement d'instance de rééquilibre régional, définition d'une politique européenne cohérente de l'énergie, développement de politique industrielle commune pour les secteurs de pointe,

Fondation Jean Jaurès

politique d'éducation et de formation permanente non subordonnée aux exigences immédiates du profit.
Organisation des colloques Socialistes et jeunesse Socialiste européenne sur le thème : changer la vie.
Réorientation de la politique agricole commune en faveur du relèvement des revenus des petits exploitants et de l'aide à la modernisation des structures.
Définition d'une politique européenne de l'environnement de la nature, notamment par la création d'un centre de recherche européen sur les problèmes de la croissance.
Protection renforcée du marché européen contre l'invasion des productions extérieures à la communauté, notamment américaine.
Non-admission au sein de la communauté des Etats fascistes du sud de l'Europe, Espagne, Portugal, Grèce.
Campagne contre le soutien apporté à ces régimes.
Définition d'une politique européenne d'aide au tiers monde qui cesse d'être une aide aux entreprises.
Investissements outre mer qui soient effectivement orientés en faveur du développement et de la promotion des populations.
Soutien aux luttes de libération du tiers monde.
Action concertée des Socialistes européens pour entreprendre en faveur des pays exploités des réformes de structures sur le plan monétaire, sur les cours des matières premières et sur les protections douanières en matière industrielle.
Vous voyez que cette longue liste d'ailleurs renvoie à de nombreuses propositions que vous avez eues dans de nombreux rapports.
(applaudissements)
J'arrive ainsi au bout de la motion I amendée, et qui devient la proposition unanime de la Commission des résolutions.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, vous avez entendu le rapport de Pierrot. Nous demandons à ceux qui sont d'accord pour adopter cette proposition de le manifester en levant la main ?
Epreuve contraire ?
Abstentions ?
Il n'y en a pas.
Ce rapport est adopté à l'unanimité.
(vifs applaudissements)
Camarades, je vous remercie, l'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.
(Applaudissements)
(L'Assemblée, debout, chante l'Internationale)

Fondation Jean-Jaurès